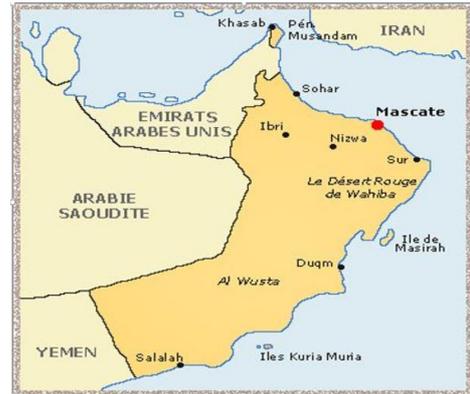


Objectif Oman

Juin 2017



Faits saillants

- Léger rebond des flux d'investissements directs étrangers entrants en Oman en 2016 (CNUCED)
- La crise diplomatique du Golfe génère, pour l'instant, un effet d'aubaine pour l'économie omanaise
- Fitch maintient la note souveraine d'Oman à BBB mais abaisse la perspective de stable à négative
- L'italien ENI, nouvel entrant sur le marché de l'exploration-production
- Oman Electricity Transmission Company lève 500 M USD destinés à renforcer le réseau électrique

CLIMAT DES AFFAIRES

Léger rebond des flux d'investissements directs étrangers entrants en Oman en 2016 (CNUCED)

Selon le dernier rapport sur l'investissement direct étranger dans le monde de la *Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement* (CNUCED), les flux d'investissements directs (IDE) entrants en Oman se sont élevés l'an dernier à 142 M USD. Ils font suite à une forte contraction enregistrée en 2015 (-2,7 Mds USD) traduisant d'importantes ventes d'actifs par les groupes et fonds présents localement en large partie dues à la faiblesse des cours du baril de pétrole. De leur côté, les flux sortants ont significativement progressé l'an passé, atteignant 862 M USD après 294 M USD en 2015, conséquence avant tout d'un accroissement des investissements à l'international réalisés par les deux fonds souverains du Sultanat, en accompagnement notamment des objectifs de diversification. Ils restent toutefois inférieurs à la moyenne des cinq dernières années (938 M USD en moyenne par an)

Oman, 4^{ème} au plan mondial en matière de cybersécurité (Union Internationale des Télécommunications)

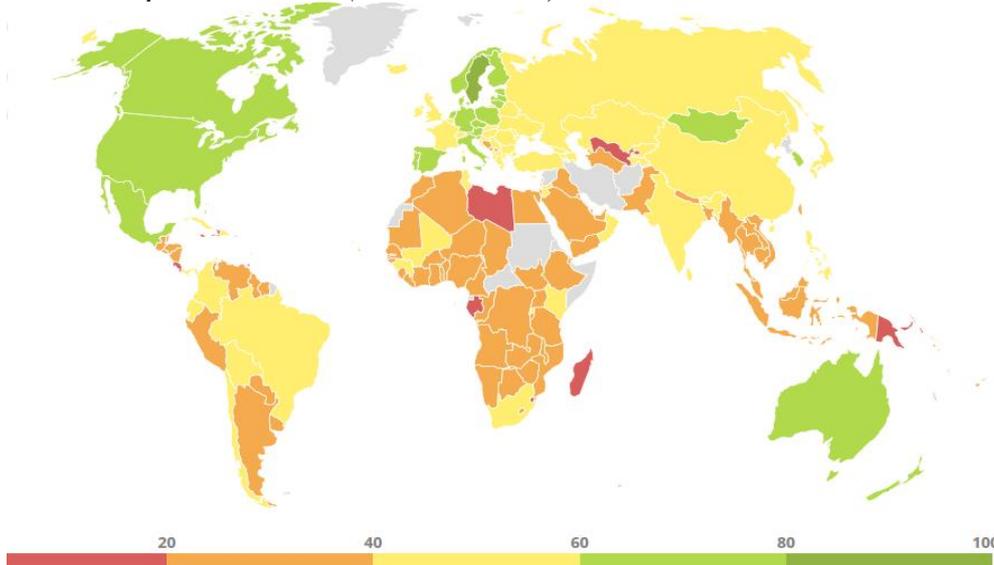
L'Union Internationale des Télécommunications (UIT) a publié mi-juin le rapport 2017 sur l'état de la cybersécurité dans le monde. Couvrant 165 pays, l'objectif du rapport consiste à mesurer l'engagement des Etats en matière de lutte contre les cyberattaques avec l'idée de favoriser les coopérations et le développement des bonnes pratiques. L'UIT calcule ainsi un « indice de cybersécurité » établi à partir de cinq éléments : le cadre juridique, les mesures techniques, la structure organisationnelle, le renforcement des capacités et la coopération internationale. Au regard des mesures en place, le Sultanat d'Oman se classe au 4^{ème} rang mondial derrière Singapour, les Etats-Unis et la Malaisie, la France figurant au 8^{ème} rang. Le bon classement du Sultanat s'explique surtout par la qualité du cadre juridique face aux menaces de cyberattaques, une bonne gouvernance et des moyens en œuvre jugés efficaces. Dans son rapport, l'UIT salue tout particulièrement la stratégie du pays en termes de digitalisation et d'*e-government*.

Ouverture des données publiques : Oman, 1^{er} des pays CCG du classement 2016 d'Open Data Watch

L'ONG américaine *Open Data Watch*, qui suit les progrès et les politiques mises en œuvre pour l'ouverture des données statistiques officielles dans le monde, vient de publier son classement 2016 établi à partir de l'indice d'ouverture des données « ODIN » (*Open Data Inventory*). Cet indice évalue la couverture et l'ouverture des statistiques officielles avec pour objectif de promouvoir les politiques de données ouvertes, améliorer l'accès au grand public et encourager le dialogue entre les bureaux nationaux de statistiques et

les utilisateurs de données. Oman figure au 69^{ème} rang mondial sur 173 pays (note de 42/100) mais apparaît au 1^{er} rang au sein du Conseil de Coopération du Golfe (CCG). Globalement, le Sultanat est plutôt bien positionné pour l'ouverture des données (44^{ème} rang mondial) mais pâtit d'une couverture insuffisante (123^{ème} au plan mondial), en particulier en ce qui concerne les domaines de la santé, du genre, de la comptabilité publique et les données relatives au marché du travail. Le classement *Open Data Watch* est dominé par la Suède (81/100), suivie de la République Tchèque et de la Norvège, la France figurant au 53^{ème} rang mondial avec une note de 46/100.

Classement 2016 d'Open Data Watch (notes de 0 à 100) en matière d'ouverture des données publiques



L'indice mondial de l'innovation 2017 rappelle les retards d'Oman en matière de capacité d'innovation

Elaboré par l'université Cornell, l'INSEAD et l'Organisation Mondiale pour la Propriété Intellectuelle, l'indice mondial de l'innovation, qui mesure les capacités et performances de 127 pays en matière d'innovation, a classé dans son dernier rapport 2017 le Sultanat d'Oman au 77^{ème} rang mondial, en recul de 4 places par rapport à 2016. Le Sultanat figure au dernier rang des pays du CCG, loin derrière les Emirats arabes unis (35^{ème} rang mondial), le Qatar (49^{ème}), l'Arabie Saoudite (55^{ème}), le Koweït (56^{ème}) et le Bahreïn (66^{ème}). Si le Sultanat dispose de certains atouts, dont des institutions politiques stables, des infrastructures de télécommunications de qualité et un degré relativement élevé de sophistication des marchés financiers, il pâtit en revanche fortement du faible degré d'innovation dans les entreprises, d'une production intellectuelle et scientifique insuffisante et d'un trop faible niveau de créativité. Comme en 2016, la Suisse se classe au 1^{er} rang du classement devant la Suède et les Pays-Bas, la France figurant à la 15^{ème} place.

INFORMATIONS MACROECONOMIQUES ET FINANCIERES

La crise diplomatique du Golfe génère, pour l'instant, un effet d'aubaine pour l'économie omanaise

Alors que le déclenchement de la crise diplomatique entre plusieurs pays de la région et le Qatar avait suscité à l'origine des inquiétudes s'agissant du risque d'une rupture d'approvisionnement en gaz depuis le Qatar via le gazoduc du *Dolphin* (0,2 Md m³ de gaz fournis quotidiennement à Oman), ces craintes ont été levées avec la confirmation du maintien de la fourniture en gaz par le Qatar y compris aux Emirats arabes unis. Au plan commercial, le blocus imposé au Qatar s'est traduit par une progression du courant d'affaires vers et depuis Oman. Plusieurs lignes maritimes reliant le port de Hamad (Qatar) aux ports de Sohar et Salalah ont ainsi été lancées. Le nombre moyen de navires faisant escale dans les ports omanais serait passé à 14 par semaine depuis le début de la crise, contre 8 par semaine en moyenne entre les mois de mars et mai. Le nombre moyen de navires de petite taille (moins de 4 000 TEU) faisant escale à Oman aurait quant à lui doublé depuis le 5 juin, passant de 5 à 10 par semaine en moyenne. En matière de liaisons aériennes,

Oman Air a augmenté le nombre des rotations sur la ligne Mascate-Doha, passant à 4 vols quotidiens, tout en affectant de plus gros porteurs de manière à pallier la suspension des droits de trafic et de survols de *Qatar Airways*. La crise offre de ce point de vue à *Oman Air* un surcroît significatif de recettes dans une période de forte demande (Eid et congés d'été). Le *yield* (tarif en temps réel) sur Doha a du reste été nettement rehaussé. Pour autant, les incertitudes relatives à la stabilité et à la solidité du système financier qatarien pourraient se traduire par un renchérissement général du coût des emprunts dans la région auquel n'échapperait donc pas le Sultanat. Par ailleurs, l'hypothèse d'une crise longue pourrait également peser à terme sur la performance de l'économie omanaise du fait du ralentissement de l'activité dans la région et de la montée de l'aversion au risque des investisseurs à l'égard des pays du Golfe.

L'agence Fitch Ratings maintient la note d'Oman à BBB mais abaisse la perspective de stable à négative

L'agence de notation *Fitch Ratings* a révisé de stable à négative la perspective associée à la note de la dette souveraine omanaise en devises et en monnaie locale, demeurée inchangée à BBB (deux crans au-dessus de la catégorie spéculative). Dans son communiqué, l'agence s'inquiète de la moindre appétence des autorités pour poursuivre les efforts d'ajustement budgétaire entrepris dans la période récente. *Fitch* souligne ainsi le regain de tensions dans la région, qui ne plaide guère en faveur d'une réduction des dépenses militaires, la tentation d'accroître les dépenses en capital pour soutenir l'activité, l'agence prévoyant une récession de -0,3 % du PIB cette année (après 2,3 % en 2016), et le souhait d'accroître, même modérément, les salaires dans la fonction publique. Pour 2017, le déficit public s'élèverait à 11,7 % du PIB après 21,4 % du PIB en 2016. Selon *Fitch*, les réserves des différents fonds (souverains et de développement) devraient continuer de baisser pour atteindre 14 % du PIB en 2018 contre 58 % en 2015. Compte tenu du besoin de couverture des déficits jumeaux, *Fitch* s'attend à une hausse continue de la dette publique qui pourrait dépasser 50 % du PIB en 2026 (contre 13 % en 2015). De façon plus positive, l'agence s'attend à ce que la mise en production du champ gazier de Khazzan s'accompagne d'une hausse de la production de gaz de +25 % générant des revenus supplémentaires pour l'Etat de l'ordre de 5 Mds USD.

Secteur bancaire : confirmation du desserrement de la contrainte de liquidité (Moody's)

Dans un rapport publié début juin, *Moody's service investor* confirme le desserrement des contraintes de liquidité observé ces derniers mois, reflété par l'évolution du ratio prêts sur dépôts, passé de 108 % fin 2016 à 104,4 % à fin mars 2017 (contre un taux de 100 % fin 2014). L'amélioration des conditions de liquidité traduit à la fois la hausse, modérée, des prix du pétrole depuis le début d'année, le prix moyen du baril de pétrole exporté par Oman étant passé de 33,6 USD sur les 4 premiers mois de 2016 à 51,6 USD sur les 4 premiers mois de 2017, et le surcroît de liquidités liées aux récentes émissions d'obligations souveraines (5 Mds USD en mars, 2 Mds USD de *Sukuks* en mai) et non souveraines. Plusieurs banques locales ont ainsi réalisé plusieurs levées de fonds ces derniers mois. *Bank Sohar*, qui compte pour 8 % de parts de marché sur le marché domestique, a levé le 9 juin 250 M USD sur le marché international de la dette via un prêt syndiqué à échéance 3 ans conduit par la banque bahreïnienne *ABC* impliquant 13 banques, essentiellement du Golfe. Ce prêt intervient après la levée de 525 M USD par *Bank Muscat* en mars dernier. Le desserrement de la contrainte de liquidité est enfin lié aux conséquences sur l'évolution du crédit du ralentissement continu de l'activité. La croissance du crédit a ainsi sensiblement décéléré dans la période récente, passant de +12,6 % de hausse moyenne entre mars 2015 et mars 2016 à +6,5 % entre mars 2016 et mars 2017. Dans la lignée du rapport de *Moody's*, l'agence de notation *Fitch* a confirmé les notes de long terme des principales banques du Sultanat (en particulier BBB pour *Bank Muscat*, 1^{ère} banque en termes d'actif avec 36 % de parts de marché, et A- pour *HSBC Oman*). Les perspectives associées sont toutes stables.

INFORMATIONS SECTORIELLES

Hydrocarbures : attribution d'une licence d'exploration au profit d'ENI sur le Bloc 52

Faisant suite à l'appel à soumission pour 4 blocs pétroliers lancé en octobre dernier (cf. *Objectif Oman* octobre 2016), le ministère du Pétrole et du Gaz a attribué une licence d'exploration à l'italien *ENI* pour l'exploration du bloc 52 situé en offshore. *ENI* partagera la concession avec *Oman Oil Exploration & Production*. Mi 2015, la société irlandaise *Circle Oil*, qui s'était vue attribuer les droits sur le bloc, s'était

retirée jugeant le risque financier trop important au regard notamment du coût de forage très élevé (eaux profondes pouvant atteindre jusqu'à 2000 mètres). Avec une superficie de 90 760 km², le bloc 52 est le 2^{ème} plus grand bloc sur les 42 existants (on shore et offshore confondus) dans le Sultanat, après le bloc 6 (opéré par *Petroleum Development of Oman*). Parallèlement, le groupe a signé un mémorandum d'entente avec *Oman Oil Company SAOC* visant à accroître les opportunités de coopération dans le secteur des hydrocarbures. Il s'agit pour *ENI* d'une première dans le Sultanat s'agissant du segment de l'exploration-production, le groupe étant actionnaire depuis 2002 à 50 % dans le capital de la société espagnole *Union Fenosa Gas* qui possède 7,36 % des actions dans la 3^{ème} unité de liquéfaction de l'usine de Qalhat.

Electricité : levée de 500 M USD par OTEC dans le but d'améliorer le réseau électrique

La société de gestion du réseau électrique de la partie nord du Sultanat, *Oman Electricity Transmission Co.* (OTEC), partie intégrante de la *holding* publique d'électricité *Nama*, a levé le mois dernier 500 M USD sur le marché international de la dette. L'émission, conduite par les banques *JP Morgan* et *Bank Muscat*, a été sursouscrite 6,5 fois, avec un spread de 285 pnb. Les fonds ainsi levés devraient permettre de financer les investissements nécessaires au renforcement des lignes de transmission de l'électricité dans le Sultanat. Concomitamment, *Oman Power and water Procurement Company* (OPWP), l'unique acheteur d'eau et d'électricité dans le Sultanat, a annoncé la finalisation d'une étude de faisabilité consistant à relier le réseau électrique principal (*Main Interconnected System*), qui couvre la partie nord du pays, au réseau électrique alimentant Salalah et le reste de la province du Dhofar (*Dhofar Power System*). Le projet d'interconnexion entre les deux réseaux, connu sous le nom de *North-South interconnect project*, inclurait aussi la région de Duqm, dont la demande en électricité serait amené à croître rapidement au vu du nombre de projets industriels et touristiques portés par la zone économique spéciale et le réseau électrique propre à *Petroleum Development Oman* (PDO). Ce dernier est déjà relié au MIS via une ligne de 132 kV située à Niswa et au réseau du Dhofar à travers une autre ligne de 132 kV entre Thumrait et Harweel. Le projet d'interconnexion permettrait d'améliorer la couverture et la sécurité du réseau dans son ensemble tout en réduisant le coût opérationnel grâce à une meilleure coordination entre les systèmes électriques.

Electricité : report d'un an du projet de future centrale électrique de Misfah

Initialement prévue pour entrer en fonction au 1^{er} trimestre 2021, le projet de construction par un producteur indépendant d'une centrale d'une capacité de 800 MW à Misfah, à 30 km de l'aéroport de Mascate, a été reporté à 2022. OPWP a justifié sa décision par la récente révision à la baisse de la demande en électricité attendue au cours des prochaines années. Selon le *7-year statement* (2017-2023) récemment publié par OPWP, la demande en électricité s'agissant du réseau principal progresserait en effet de +6 % par an en moyenne d'ici à 2023 contre +8,5 % prévu l'an dernier d'ici à 2022, conséquence d'une meilleure efficacité en matière de génération électrique, de la nouvelle tarification tenant davantage compte des coûts mais aussi du ralentissement de l'activité économique. Compte tenu du nombre de centrales déjà opérationnelles, 11 au sein du réseau principal, l'intérêt d'une unité supplémentaire de 800 MW dès 2021 apparaissait donc moindre. En janvier, les appels d'offre de pré qualification avaient retenu 11 sociétés pour la construction, la gestion des opérations et la maintenance de la centrale, parmi lesquelles *EDF International*.

Commerce de détail : Alpen Capital rappelle le potentiel du secteur en Oman malgré un recul en 2016

D'après une étude du cabinet de conseil *Alpen Capital* sur le commerce de détail dans les pays du Golfe (« *GCC Retail Industry* »), le commerce de détail représentait en Oman 4,9 Mds USD en 2016, soit 8,2 % du PIB, en repli toutefois comparativement à 2012 (5,1 Mds USD) du fait de la crise économique depuis la mi-2014. D'après le cabinet, l'impact de la crise sur le secteur aurait été plus important en Oman que dans les autres pays du CCG compte tenu de la taille relativement limitée du marché, d'une part, et du repli marqué du PIB par tête omanais, à l'origine d'une baisse du pouvoir d'achat des ménages, d'autre part. En dépit des difficultés des deux dernières années, le potentiel de croissance du secteur resterait élevé selon *Alpen Capital*. D'ici à 2020, la croissance annuelle moyenne du secteur atteindrait ainsi +6 %, tirée avant tout par une population jeune et en forte augmentation (taux de croissance démographique de +3,2 %) ainsi que par la présence de nombreux expatriés (45 % de la population). Le secteur bénéficierait en outre des efforts menés pour développer davantage le tourisme (objectif d'accueil de 5 millions de visiteurs d'ici à

2040) et des développements en cours en matière de super et hyper marchés suivant le « modèle émirien » (associant le *shopping* et des divertissements). Les récents développements commerciaux, à savoir *Oman Avenues Mall* (*Lulu Group*, Abu Dhabi), *Oasis Mall* (*Landmark Group*, EAU), *Panorama Mall* (*Allied Business Group*, Arabie Saoudite), ainsi que les grands projets du *Palm Mall Muscat* pour 234 M USD (*Al Jarwani Group*, Oman) et du *Mall of Oman* pour 715,2 M USD (*Majid Al-Futtaim*, EAU) représentent autant d'illustrations du potentiel de croissance du commerce de détail en Oman.

Copyright

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service Economique de Mascate.

Clause de non-responsabilité

Le Service Economique s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les possibles erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.



Auteur : Service Economique de Mascate

Rédigé par : Gilles Bordes, Marine Audras et Théo Negrini

Revu par : Gilles Bordes
Chef du Service économique de Mascate

<http://www.tresor.economie.gouv.fr/pays/oman>